



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 25 août 2025

EN RÉSUMÉ

Nominations

- M. Ahmed EL-BAHRI a été nommé directeur général du Centre hospitalier universitaire de Guyane, 33e CHU de France. Directeur d'hôpital et ancien cadre de l'AP-HP, du ministère de la Santé, de l'ARS PACA et du secteur privé, il occupait jusqu'alors un poste à Ziwig Biotech.

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

François BAYROU annonce un vote de confiance le 8 septembre sur la trajectoire des finances publiques

Lors de sa conférence de presse de rentrée, le Premier ministre a annoncé qu'il se soumettrait à un vote de confiance de l'Assemblée nationale le 8 septembre prochain, dans le cadre d'une déclaration de politique générale. Il entend ainsi clarifier la position du Parlement face à la gravité de la situation budgétaire, marquée selon lui par un « danger vital » lié au surendettement. Cette initiative intervient alors que ses annonces du 15 juillet — dont l'année blanche fiscale et la suppression de deux jours fériés — ont suscité des oppositions jusque dans sa majorité. L'effort attendu représente 44 milliards d'euros d'économies d'ici à 2029.

Pédopsychiatrie : deux députées exhortent l'État à refonder l'offre de soins pour les mineurs

Dans un rapport présenté au nom de la Délégation aux droits des enfants de l'Assemblée nationale, les députées Nathalie COLIN-OESTERLE (app. Horizons) et Anne STAMBACHERTERRENOIR (LFI) dressent un tableau alarmant de la prise en charge en pédopsychiatrie. Alors que 1,6 million de mineurs seraient concernés par un trouble psychique, l'offre de soins est jugée insuffisante, fragmentée et désorganisée. Le rapport pointe les délais d'attente critiques, le manque de coordination entre les structures, le recul de la sectorisation, ainsi qu'une formation inadaptée des professionnels.

Le ministre Yannick NEUDER lance une mission d'expertise sur la désinformation en santé

Le ministre chargé de la Santé et de l'Accès aux soins, M. Yannick NEUDER, a confié à trois experts une mission visant à fournir des recommandations concrètes pour lutter contre la désinformation en matière de santé. M. Mathieu MOLIMARD (pharmacologue), Mme Dominique COSTAGLIOLA (épidémiologiste) et M. Hervé MAISONNEUVE (médecin de santé publique) devront notamment cartographier les acteurs publics et associatifs existants, recueillir les bonnes pratiques et évaluer la coordination actuelle. Leur rapport est attendu en décembre.